

Partie défenderesse: Nemzeti Adó- és Vámhivatal Fellebbviteli Igazgatósága

### Questions préjudicielles

- 1) L'article 168, initio et sous a), de la directive 2006/112/CE du Conseil, du 28 novembre 2006, relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée <sup>(1)</sup> (ci après la «directive TVA») doit-il ou peut-il être interprété en ce sens que, en vertu de cette disposition — en raison de l'expression «utilisés» qui y figure —, la déduction de la TVA pour une opération relevant du champ d'application de la directive TVA ne peut pas être refusée au motif que, selon l'appréciation de l'administration fiscale, le service fourni par l'émetteur de la facture au cours d'une opération entre parties indépendantes n'a pas été «utile» pour l'activité imposable du destinataire de la facture parce que:
  - la valeur du service (service publicitaire) fourni par la partie qui émet la facture est disproportionnée par rapport à l'utilité (en termes de chiffre d'affaires ou d'augmentation du chiffre d'affaires) de ce même service pour son destinataire ou
  - ce service (service publicitaire) n'a généré aucun chiffre d'affaires pour son destinataire?
- 2) L'article 168, initio et sous a), de la directive TVA doit-il ou peut-il être interprété en ce sens que, en vertu de cette disposition, la déduction de la TVA pour une opération relevant du champ d'application de la directive TVA peut être refusée au motif que, selon l'appréciation de l'administration fiscale, le service fourni par l'émetteur de la facture au cours d'une opération entre parties indépendantes a une valeur disproportionnée parce que le service (service publicitaire) est coûteux ou d'un prix excessif par rapport à un ou plusieurs autres services, utilisés comme référence?

<sup>(1)</sup> JO 2006, L 347, p. 1.

### **Demande de décision préjudicielle présentée par le Landgericht Ravensburg (Allemagne) le 24 juillet 2020 — QY/Bank 11 für Privatkunden und Handel GmbH**

**(Affaire C-336/20)**

(2020/C 423/23)

*Langue de procédure: l'allemand*

### **Jurisdiction de renvoi**

Landgericht Ravensburg

### **Parties dans la procédure au principal**

Partie requérante: QY

Partie défenderesse: Bank 11 für Privatkunden und Handel GmbH

### Questions préjudicielles

1. Concernant la présomption de légalité en vertu de l'article 247, paragraphe 6, second alinéa, troisième phrase, et paragraphe 12, premier alinéa, troisième phrase, de l'EGBGB,
  - a) les dispositions de l'article 247, paragraphe 6, second alinéa, troisième phrase, et paragraphe 12, premier alinéa, troisième phrase, de l'EGBGB, sont-elles incompatibles avec l'article 10, paragraphe 2, sous p), et l'article 14, paragraphe 1, de la directive 2008/48/CE <sup>(1)</sup>, dans la mesure où elles déclarent des clauses contractuelles contraires aux prescriptions de l'article 10, paragraphe 2, sous p), de la directive 2008/48/CE comme satisfaisant aux exigences posées à l'article 247, paragraphe 6, second alinéa, première et deuxième phrases, et paragraphe 12, premier alinéa, deuxième phrase, point 2, sous b), de l'EGBGB?

Dans l'affirmative:

- b) Découle-t-il du droit de l'Union, notamment de l'article 10, paragraphe 2, sous p), et de l'article 14, paragraphe 1, de la directive 2008/48/CE, que les dispositions de l'article 247, paragraphe 6, second alinéa, troisième phrase, et paragraphe 12, premier alinéa, troisième phrase, de l'EGBGB sont inapplicables dans la mesure où elles déclarent des clauses contractuelles contraires aux prescriptions de l'article 10, paragraphe 2, sous p), de la directive 2008/48/CE comme satisfaisant aux exigences posées à l'article 247, paragraphe 6, second alinéa, première et deuxième phrases, et paragraphe 12, premier alinéa, deuxième phrase, point 2, sous b), de l'EGBGB?

Si la réponse à la première question, sous b), n'est pas affirmative:

2. Concernant les indications obligatoires conformément à l'article 10, paragraphe 2, de la directive 2008/48/CE,

- a) L'article 10, paragraphe 2, sous a), de la directive 2008/48/CE doit-il être interprété en ce sens qu'avec la mention du type de crédit, il doit être indiqué, le cas échéant, qu'il s'agit d'un contrat de crédit lié?

Dans la négative:

- b) L'article 10, paragraphe 2, sous l), de la directive 2008/48/CE doit-il être interprété en ce sens que le taux d'intérêt de retard applicable au moment de la conclusion du contrat de crédit ou, à tout le moins, le taux d'intérêt de référence (en l'espèce, le taux d'intérêt de base conformément à l'article 247 BGB) dont résulte le taux d'intérêt de retard applicable par addition (en l'espèce, de 5 points de pourcentage conformément à l'article 288, paragraphe 1, deuxième phrase, BGB) doit être mentionné sous forme de nombre absolu?

Dans la négative:

- c) L'article 10, paragraphe 2, sous t), de la directive 2008/48/CE doit-il être interprété en ce sens que les conditions de forme essentielles de l'accès à des procédures extrajudiciaires de réclamation et de recours doivent être indiquées dans le texte du contrat de crédit?

Si la réponse à l'une des sous-questions, a), b), ou c), de la deuxième question est affirmative:

- d) L'article 14, paragraphe 1, deuxième phrase, sous b), de la directive 2008/48/CE doit-il être interprété en ce sens que le délai de rétractation commence à courir seulement quand les informations prévues à l'article 10, paragraphe 2, de la directive 2008/48/CE ont été fournies de manière complète et matériellement exacte, sans qu'il importe à cet égard que l'absence ou l'inexactitude d'une information soit de nature ou non à porter atteinte à la faculté du consommateur d'apprécier ses obligations?

Si la réponse à la première question, sous a), et/ou à l'une ou plusieurs des branches, a), b), ou c), de la deuxième question est affirmative:

3. Concernant la forclusion du droit de rétractation prévu à l'article 14, paragraphe 1, première phrase, de la directive 2008/48/CE:

- a) Le droit de rétractation prévu à l'article 14, paragraphe 1, première phrase, de la directive 2008/48/CE est-il soumis à forclusion?

Dans l'affirmative:

- b) La forclusion constitue-t-elle une limitation temporelle du droit de rétractation qui doit être régie par une loi adoptée par le Parlement?

Dans la négative:

- c) L'exception de forclusion présuppose-t-elle, d'un point de vue subjectif, que le consommateur ait eu connaissance du maintien de son droit de rétractation ou, à tout le moins, qu'il soit responsable de son ignorance à cet égard en raison d'une négligence grave?

Dans la négative:

- d) La possibilité dont dispose le prêteur de fournir a posteriori à l'emprunteur les informations prévues à l'article 14, paragraphe 1, deuxième phrase, sous b), de la directive 2008/48/CE et ainsi de commencer à faire courir le délai de rétractation est-elle contraire à l'application de bonne foi des règles de forclusion?

Dans la négative:

- e) Cela est-il compatible avec les principes établis qui lient le juge allemand en vertu de la loi fondamentale et, dans l'affirmative, comment le praticien du droit allemand doit-il résoudre un conflit entre des prescriptions contraignantes du droit international et les prescriptions de la Cour?

Indépendamment de la réponse aux trois premières questions:

4. Concernant le droit d'un juge unique de procéder à un renvoi préjudiciel au titre de l'article 267, deuxième alinéa, TFUE

L'article 348a, paragraphe 2, point 1, du ZPO, dans la mesure où cette disposition concerne l'adoption de décisions de renvoi au titre de l'article 267, deuxième alinéa, TFUE, est-il incompatible avec le pouvoir de procéder à des renvois préjudiciels dont disposent les juridictions nationales en vertu de l'article 267, deuxième alinéa, TFUE et, donc, inapplicable à l'adoption de décisions de renvoi?

- (<sup>1</sup>) Directive 2008/48/CE du Parlement européen et du Conseil, du 23 avril 2008, concernant les contrats de crédit aux consommateurs et abrogeant la directive 87/102/CEE du Conseil (JO 2008, L 133, p. 66)

---

**Demande de décision préjudicielle présentée par la Kúria (Hongrie) le 31 juillet 2020 — HOLD  
Alapkezelő Befektetési Alapkezelő Zrt./Magyar Nemzeti Bank**

(Affaire C-352/20)

(2020/C 423/24)

*Langue de procédure: le hongrois*

**Juridiction de renvoi**

Kúria

**Parties dans la procédure au principal**

*Partie requérante:* HOLD Alapkezelő Befektetési Alapkezelő Zrt.

*Partie défenderesse:* Magyar Nemzeti Bank

**Question préjudicielle**

Les dividendes versés aux employés concernés du gestionnaire de fonds d'investissement requérant

- a) directement, en vertu de leur droit de propriété sur des actions à dividende prioritaire émises par le gestionnaire de fonds d'investissement, et
- b) par l'intermédiaire de sociétés anonymes unipersonnelles dont ils sont propriétaires, en vertu des actions à dividende prioritaire émises par le gestionnaire dont celles-ci sont titulaires,

relèvent-ils des politiques de rémunération des gestionnaires de fonds d'investissement?

---

**Demande de décision préjudicielle présentée par la Fővárosi Törvényszék (Hongrie) le 5 août 2020 —  
MARCAS MC Szolgáltató Zrt./Nemzeti Adó- és Vámhivatal Fellebbviteli Igazgatósága**

(Affaire C-363/20)

(2020/C 423/25)

*Langue de procédure: le hongrois*

**Juridiction de renvoi**

Fővárosi Törvényszék